

chewan. On parle plus du chômage et de la dépression dans l'Ouest du Canada que dans aucune autre partie. Tenant compte de ce fait, je demanderais aux honorables députés de voir la somme affectée aux édifices publics dans le budget. Nous constatons que l'argent ne sera pas dépensé là où il devrait l'être; les édifices publics ne seront pas construits dans les endroits où ils devraient l'être. En 1930, on a voté un crédit de \$302,000 pour des édifices publics dans la Nouvelle-Ecosse; cette année, la somme demandée est de \$261,000, soit une réduction de 15 p. 100. Pour le Nouveau-Brunswick, le crédit était de \$81,125 l'an dernier et il est, cette année, de \$175,900, ce qui représente une augmentation de près de 100 p. 100. Nous arrivons maintenant à la province de Québec dont le crédit était de \$1,509,695, l'an dernier, et est cette année de \$1,076,900, diminution de 30 p. 100. L'an dernier le crédit pour l'Ontario était de \$2,616,323.95; il est cette année de \$1,379,400, diminution d'environ 50 p. 100. Nous voici maintenant aux crédits des provinces de l'Ouest où l'on nous a dit qu'il existait des difficultés et un fléchissement des affaires. On a voté, l'an dernier, la somme de \$382,600 pour des édifices publics dans le Manitoba; cette année le crédit n'est que de \$81,700, donc réduction de 80 p. 100. Cette diminution se produit là où il existe du chômage et une grande dépression.

M. SPENCE: On avait voté une trop forte somme l'an dernier.

L'hon. M. MOTHERWELL: La diminution est de plus de 80 p. 100; elle est d'environ 300 p. 100.

M. DONNELLY: A vrai dire, je n'ai pas fait le calcul exact. Vient ensuite la Saskatchewan où nous constatons que l'on a voté \$1,010,500 l'an dernier et \$176,050 cette année.

L'hon. M. MOTHERWELL: Environ un sixième.

M. DONNELLY: C'est donc une diminution de 80 p. 100, ou un peu plus. Le chômage se fait sentir dans cette province plus encore que dans les autres parties du Canada. La somme votée pour l'Alberta a été de \$1,676,000 l'an dernier; elle est de \$521,000 cette année. Ici encore nous constatons une diminution d'au moins 70 p. 100. Pour la Colombie-Anglaise le crédit a été de \$203,300 l'an dernier et il n'est que de \$81,000 cette année. En d'autres termes, nous constatons que c'est justement là où le problème que pose le chômage est le plus grave que le Gouvernement dépense le moins d'argent pour aider à sa solution. Je crois pouvoir dire franchement que dans ma circonscription il y a plus de

misère que dans aucune autre partie de l'Ouest du Canada. Au cours de la dernière campagne électorale, mon adversaire conservateur a déclaré plusieurs fois: "Si je suis élu, le Gouvernement conservateur construira un bureau de poste à Assiniboia." Il est certain que l'on a besoin d'un bureau de poste dans cet endroit-là. Je demande maintenant au Gouvernement: quand allez-vous le construire? J'aimerais le voir, mais je ne vois aucun crédit dans le budget pour la construction de cet édifice. La construction d'un édifice public devant servir de bureau de poste aidera certainement à la solution du problème que pose le chômage dans cette région. La récolte a manqué depuis deux ans et, cette année, rien n'indique qu'elle sera meilleure. Les cultivateurs ne mettent pas les semences en terre; ils ne le peuvent pas. Il vente, la terre sèche et il n'y a aucune perspective de récolter même ce que l'on sèmera. Ces gens attendent qu'on leur vienne en aide et il faudra leur venir en aide de quelque manière. Pourquoi ne pas construire un édifice dont on a grandement besoin et, en ce faisant, soulager le chômage.

L'hon. H. A. STEWART: Je conviens avec mon honorable ami qu'on a grand besoin de nouveaux édifices publics dans tout le Canada. Les demandes sont nombreuses et urgentes. Si mon honorable ami en connaissait le chiffre, il saurait combien la pression est grande. Le département tâche graduellement d'y répondre et c'est pourquoi les dépenses à cet égard sont chaque année plus élevées. En 1922, la dépense pour les édifices publics ne s'élevait qu'à 14 millions. Voici les chiffres pour les années suivantes: En 1923, 16 millions; 1924-1925, 18 millions; 1925-1926, 17 millions; 1926-1927, 13 millions; 1927-1928, 17 millions; 1928-1929, 20 millions; 1929-1930, 25 millions; 1930-1931, 32 millions. On remarquera que le chiffre augmente continuellement et le département cherche à suffire aux besoins.

Je ferai observer à mon honorable ami qu'il est inutile de faire des comparaisons entre les différentes provinces. On peut dépenser beaucoup une certaine année dans une province par suite de l'importance des bâtiments qu'on y érige. Par exemple, l'an dernier, à Saskatoon, (Sask.), on a achevé un édifice qui a coûté \$750,000. On en a érigé un autre à Regina au prix de \$250,000. Les comparaisons sont donc impossibles. On ne peut pas non plus comparer une année à l'autre sans tenir compte de l'importance des travaux entrepris; les sommes diffèrent suivant ce qu'il s'agit de construire.

M. McINTOSH: Monsieur le président, la demande qu'a formulée l'honorable député de Selkirk (M. Stitt) au sujet de la partie septentrionale de l'Ouest canadien m'a fait une